

Brochure n° 3154

**Conventions collectives nationales**

**NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

---

**AVENANT N° 4 DU 5 JUILLET 2007**

**RELATIF À L'ACCORD SUR LES SALAIRES MINIMA**

**NOR : ASET075117M**

**IDCC : 398, 533**

---

Entre :

La fédération française du négoce des matériaux de construction,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

Le syndicat national de l'encadrement des industries des ciments, carrières et matériaux de construction CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent des conventions collectives nationales des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise de la branche du négoce des matériaux de construction.

**Article 2**

*Fixation des salaires minima conventionnels mensuels*

L'article 11.01 des conventions collectives « Ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise » relatif au salaire minimum mensuel est modifié comme suit :

« Un salaire minimum conventionnel mensuel, correspondant à la durée légale du travail (fixée à 35 heures hebdomadaires à ce jour), est déterminé

par catégorie professionnelle (ouvriers/employés et techniciens/agents de maîtrise), chaque année dans le cadre des négociations salariales.

A chaque fois qu'interviendront de nouvelles dispositions législatives et réglementaires relatives notamment à l'évolution du SMIC, les parties s'engagent à ce que ce salaire minimum conventionnel mensuel fasse l'objet d'une négociation entre les parties.

Les salaires minima conventionnels mensuels sont déterminés à partir de 2 paramètres fixés par négociation de branche : une valeur de point et une valeur de partie fixe.

Les salaires minima conventionnels mensuels sont calculés ainsi :

(coefficient hiérarchique × valeur du point) + partie fixe.

Les parties signataires précisent que la présente grille des salaires minima conventionnels mensuels a pour objet de vérifier que le salaire réel mensuel perçu effectivement par le salarié n'est pas inférieur au minimum conventionnel correspondant à sa classification.

Il est rappelé par ailleurs que le salaire réel ne saurait être inférieur à la valeur du SMIC en vigueur. »

Le barème est joint en annexe.

### **Article 3**

#### *Détermination de la prime d'ancienneté*

Le présent article modifie l'article 12 *b* des conventions collectives nationales « Ouvriers » et « ETAM ».

#### **3.1. Le principe**

La prime d'ancienneté est attribuée aux salariés ayant plus de 3 ans d'ancienneté dans l'entreprise, selon la formule suivante :

Prime d'ancienneté (PA) = coefficient × valeur de point d'ancienneté (VPA) + partie fixe de la prime d'ancienneté (PFPA).

Il est précisé que le montant de la prime d'ancienneté est doublé après 6 ans d'ancienneté, triplé après 9 ans d'ancienneté, quadruplé après 12 ans d'ancienneté et quintuplé après 15 ans d'ancienneté.

#### **3.2. Le mode de calcul**

Les parties signataires précisent que le mode de calcul de la prime d'ancienneté est déconnecté de la grille des salaires minima conventionnels mensuels telle que fixée à l'article 2 du présent avenant.

Ainsi, le montant de la prime d'ancienneté est déterminé à partir d'un barème, distinct de la grille des minima conventionnels mensuels, et qui sera fixé conjointement chaque année dans le cadre des négociations salariales.

Il est précisé que ce barème a pour seul objet de déterminer le montant de la prime d'ancienneté à verser aux salariés.

### 3.3. Clause de sauvegarde

Le taux de revalorisation de la prime d'ancienneté sera, au minimum, égal à la moitié du taux de la revalorisation appliquée aux minima conventionnels.

## Article 4

### *Commission nationale de suivi*

Afin de veiller à la bonne application du présent avenant, les parties signataires décident de créer une commission nationale de suivi composée de :

- 2 représentants par organisation syndicale de salariés ;
- autant de représentants patronaux.

Par ailleurs, il est convenu qu'à l'issue de 3 années d'application du présent avenant, un rapport d'étape élaboré par la partie employeurs, en concertation avec les organisations syndicales, sera présenté aux parties signataires.

Ce rapport aura pour objet de présenter un bilan d'évaluation portant sur le mode de rémunération prévu dans le présent avenant et, le cas échéant, de porter à la connaissance des parties toute question d'application ou d'interprétation du présent dispositif.

## Article 5

### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet de l'année en cours.

## Article 6

### *Révision, dénonciation*

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

## Article 7

### *Adhésion*

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

## **Article 8**

### *Force obligatoire de l'accord*

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 5 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

---

### Barème applicable pour la durée légale du travail à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007

*Ouvriers et employés, techniciens, agents de maîtrise*

Coefficient 165 :

PF = 794,97 € ;

VP = 2,94 €.

Autres coefficients :

PF = 786,17 € ;

VP = 2,94 €.

*(En euros.)*

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM conventionnel
I	165	1 280,07
II	170	1 285,97
	180	1 315,37
	195	1 359,47
III	210	1 403,57
	225	1 447,67
	245	1 506,47
IV	250	1 521,17
	270	1 579,97
	290	1 638,77
V	310	1 697,57
	330	1 756,37
	350	1 815,17

**Barème de la prime d'ancienneté applicable pour la durée  
légale du travail à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007**

VPA = 0,0889.

PFPA = 21,40.

*(En euros.)*

NIVEAU	COEFFICIENT	ANCIENNETÉ 3 ans	ANCIENNETÉ 6 ans	ANCIENNETÉ 9 ans	ANCIENNETÉ 12 ans	ANCIENNETÉ 15 ans
I	165	36,07	72,14	108,21	144,28	180,35
II	170	36,51	73,02	109,53	146,04	182,55
	180	37,40	74,80	112,20	149,60	187,00
	195	38,73	77,46	116,19	154,92	193,65
III	210	40,06	80,12	120,18	160,24	200,30
	225	41,40	82,80	124,20	165,60	207,00
	245	43,18	86,36	129,54	172,72	215,90
IV	250	43,62	87,24	130,86	174,48	218,10
	270	45,40	90,80	136,20	181,60	227,00
	290	47,18	94,36	141,54	188,72	235,90
V	310	48,95	97,90	146,85	195,80	244,75
	330	50,73	101,46	152,19	202,92	253,65
	350	52,51	105,02	157,53	210,04	262,55